

De la tasse de café équitable à un changement de société : en quoi des initiatives locales peuvent-elles participer à un monde plus juste et plus équitable ?

Matinée d'échange - Sainte-Ode - 31 mai 2016

Introduction par Thérèse Mahy

- Remerciement des 2 bourgmestres pour leur présence et leur engagement local.
- Actuellement, 3 communes sont reconnues comme Commune du commerce équitable (Durbuy, Tintigny, Bastogne) et le dossier d'Arlon vient d'être accepté ; ça fait plaisir de voir la pancarte quand on arrive dans une commune, on sent la dynamique de cette démarche.
- Présentation et invitation : "Etats des circuits courts en Province du Luxembourg" le 7 juin à la Halle de Han.

Comment se concrétise la campagne Commune du commerce équitable à Sainte-Ode et Tenneville ? Par Catherine Désert et Pierre-Yves Faÿs

La coordination du projet et la constitution du dossier sont réalisés par l'ADL Tenneville-Sainte-Ode-Bertogne.

Le fait d'avoir une deadline leur a permis d'avancer (certaine pression).

Date d'engagement avec vote Résolution au Conseil communal : 05/05/2014 (Sainte-Ode) et 30/04/2014 (Tenneville), puis information des citoyens ensuite.

Présentation des différentes démarches pour remplir les 6 critères :

cf. Dias

Critère 1 : Le *Conseil Communal* s'engage dans la campagne. Minimum 2 produits issus du CE. Le café est proposé au personnel et d'autres boissons sont proposées lors d'événements organisés par la commune.

Critère 2 : *Commerce et Horeca*. Peu présents à Sainte-Ode. L'ADL est allée vers eux pour leur expliquer le projet, quelques-uns se sont manifestés, les ont rejoints et ont intégré des produits équitables. La démarche de sensibilisation a donc fonctionné. Ex: Proxi Delhaize (il y avait déjà quelques produits issus du CE, ajout d'un café équitable après dégustation de différentes sortes de café équitable, ce qui a permis à la commune de s'y approvisionner) ; librairie Le Capucin , etc.

Critère 3 : *Entreprises, organisations et écoles*. Plus compliqué mais les mentalités commencent à changer.

Entreprises : Plusieurs personnes les ont rejoints.

Ecoles : Les petits déjeuners équitables existaient déjà, ils les ont inclus dans le projet.

Une animation sur le CE sera incluse dans la journée sur l'alimentation saine prévue fin juin.

Ex. : MJPack, Centre sportif de Tenneville (distributeurs, implication dans certains événements, sensibilisation), Terroir pour Tous (groupe de citoyens, ils accueillent Oxfam sur leur Marché Fermier), etc.

Critère 4 : Communication et sensibilisation. Critère sur lequel ils ont le plus travaillé.

Ex.: sacs ; bulletin communal "Spécial développement durable" (démarche CE, produits locaux, énergie) ; intégration du centre sportif au groupe de bénévoles chargé des petits déjeuners équitables : "Jog & Go for Fair Trade", intéressant car attire et sensibilise un autre public ; animations de sensibilisation au marché fermier d'octobre ; présence d'Oxfam sur les marchés fermiers d'été et préparation de repas à base de produits locaux et équitables ; ventes de "Pack équitables" pour faire découvrir les produits équitables aux citoyens ; projection du film "Demain" suivi d'une dégustation de produits locaux et équitables ; sets de table reprenant les producteurs locaux et Oxfam, etc.

Critère 5 : Comités de pilotage. Un noyau dur mais qui inclut d'autres personnes en fonction des projets.

Critère 6 : Produits agricoles et locaux. Mise en place d'un marché fermier, redynamisation du Marché du Terroir des deux Ourthe, , etc.

Projets à venir et conclusion

Projets/démarches à venir : Campagne globale de sensibilisation des entreprises ; repas équitables dans les écoles et pour les personnes âgées ; distributeurs ; intégration du CE dans le projet du hall relais agricoles sur Tenneville et Sainte-Ode ; projet Groupe d'achat collectif transcommunal , etc.

Toutes ces démarches demandent beaucoup de temps et de patience mais ils sont convaincus qu'ils pourront encore s'améliorer.

Les ADL = moteurs (plus que les communes).

Clôture de l'exposé par la remise du dossier de demande de titre par les bourgmestres.

Exemples de filière équitable chez nous : Le réseau solidairement, Meix-Devant-Virton, par Pascal Van Bever.

Historique : suite à la fermeture de l'épicerie du village, un groupe de citoyens a créé une coopérative "*La débrouillardise villageoise*" avec le soutien de la commune afin de racheter le fond de commerce et ré-ouvrir l'épicerie "*L'Épicentre*". Parallèlement, l'asbl Solidairement est créée pour animer l'épicerie et soutenir des initiatives citoyennes locales.

Vu la demande croissante: naissance des *grosses légumes* (divisé en 2 groupes actuellement : Au cœur des légumes Lorrains et ?) ; naissance du réseau *solidairement* dans la Province (distribution des produits locaux auprès des professionnels et de l'Horeca), liens entre producteurs et restaurateurs/collectivités.

Projets portés par des valeurs :

- Défense de l'agriculture paysanne (Humus, Humain, Humilité et aussi avec Humour) ;

- Gouvernance partagée (pilotage par les parties prenantes : producteurs, épiceries, GAC, restaurateurs, citoyens).

Grâce au soutien de la Province, ils sont passés d'une gestion manuelle des commandes à une gestion informatisée.

3500 euros de marchandises sont transportées chaque semaine. 10% est versé au Réseau pour le fonctionnement.

Exemples de filière équitable ailleurs : Projets Tara et Sacha en Inde, Par Sébastien Maes, Oxfam.

Objectif d'Oxfam : mettre en place des alternatives. Idée : faire un lien avec l'agriculture paysanne au Nord.

Ils veulent être le plus *transparent* possible (cela évite la corruption financière, plus de stabilité) et *équitable* (offrir un travail stable aux artisans).

3 grands principes au niveau de l'aspect commercial de leurs partenaires :

- Le *long terme* (s'inscrire dans le temps)
- *Travailler ensemble* sur les produits proposés afin de répondre à la demande
- *Préfinancement* des partenaires à 50 %

Outre le *préfinancement* et le *salaire le plus décent possible*, il existe une *prime* de développement pour leur permettre de développer leurs services.

Les partenaires locaux offrent des services à leurs artisans (via différents fonds) : *formations* (alphabétisation, sur la santé, informatique ou encore plus technique afin de leur apprendre un métier d'artisans), *animations pour les enfants* du quartier, etc.

Cette stabilité leur a permis :

- de passer de 2 à 3 repas par jour ;
- d'avoir accès aux infrastructures ;
- d'offrir une porte d'entrée aux femmes (sortent peu, ménage) : travail et salaire pour les femmes, formation aussi des hommes (approche intégrée dans le couple, dans la famille), pouvoir décisionnel et de gestion des femmes dans la coopérative ; certaines vont même plus loin (information dans les universités) => accès aux biens matériels, au savoir, à l'émancipation.

Une partie de leur salaire est donné au fond propre de la coopérative, ce qui permet de mettre en place une sorte de microcrédits.

Point peut-être le plus important du projet : en sortant de chez elles, les femmes créent un tissu social au sein de la localité.

Partage de l'expérience et débat animé par Stéphane Desgain, spécialiste du droit à l'alimentation du CND 11.11.11

Introduction par Stéphane Desgain.

Relocalisation, création d'une solidarité avec les producteurs, ... ce qui est fait ici, c'est une *tendance de fond, un mouvement*, on crée un monde de demain qui se structure au-delà. Filières différentes de la grande distribution.

Par exemple, par ce système de fond, on diminue les maladies (et non via de nouveaux médicaments).

Soyons ambitieux, soyons les communes qui vont permettre aux artisans de revenir dans les communes, notamment en leur donnant accès à des infrastructures (diminution des coûts) et à la terre.

Questions / débat

Intervention d'une personne de Saint-Hubert : Création d'un système alternatif ou parallèle ? Il faut travailler avec tout le monde, y compris les gros groupes comme Carrefour ! Il faut travailler avec les gens et non contre les gens.

Intervention d'une autre personne de Saint-Hubert : Pas entièrement d'accord avec ces propos. Il faut faire pression pour que les choses bougent. D'abord travailler sur les mentalités, sur les consommateurs. C'est à travers l'exemple que les choses bougent (contagion). Ce qui permettra de faire pression sur la grande distribution.

Oxfam Martelage : Comment envisagez-vous de vendre des produits locaux dans les magasins Oxfam ?

Se met en place petit à petit : vente de paniers, de jus de pomme, mise en place d'une charte pour les paysans du Nord ...

Il faut qu'il y ait une liste des critères très clairs pour déterminer si un produit local a sa place dans un magasin équitable. Oxfam travaille dessus actuellement, sur la création d'une fiche type.

Les producteurs locaux n'ayant pas toujours le débit pour fournir les magasins, il faut tenir compte de cette contrainte.

GAC Bertrix : Ils ont une liste de critères pour sélectionner les producteurs, notamment une limite en terme de km. Cependant, ces critères ne sont pas toujours respectés. C'est très compliqué de s'y tenir, ça dérive très vite.

Freins : normes Afsca, la place.

On pourrait s'inspirer de ce qui existe en Amérique Latine : un système de garantie participative.

Questions liées aux 6 critères de la campagne

Ce n'est pas parce qu'il existe 6 critères, qu'on ne peut pas y inclure d'autres initiatives locales. Exemple : Intégration de CD d'artistes locaux sans marge bénéficiaire chez un disquaire à Bastogne.

Comment amener le sujet auprès des politiques et citoyens locaux ?

Quelques pistes de solutions :

- Trouver un aspect qui pourra les toucher ;
- Leur montrer qu'il y a un intérêt financier ;
- Mettre en avant l'aspect visibilité de la commune ;
- Venir vers eux avec tout ce qui se fait déjà via les associations, écoles, commerces...;
- Minimiser l'engagement en temps (aide des ADL).

Il y a 6 critères mais rien n'oblige à commencer par le premier critère, qui est l'engagement politique.

Comment procéder : est-il préférable de rassembler tout le monde pour informer ou d'avancer et aller ensuite trouver les personnes ?

Il est important d'avoir une base citoyenne et un contrôle politique pour que ça dure !

Se concentrer sur des actions concrètes pour lancer les choses.

Mettre en place un comité de pilotage le plus large possible et qui bouge, en fonction des actions, d'autres personnes peuvent être impliquées dans le projet.